

Budget 2010

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Votre projet de budget pour 2010, nous dites-vous, et je vous cite : « *s'inscrit comme les années précédentes dans une logique de maîtrise des dépenses liées au fonctionnement et à l'équipement courant des services régionaux et des assemblées* ».

Dans une logique de maîtrise des dépenses, vraiment ?

Depuis votre arrivée à la présidence, les dépenses de fonctionnement du Conseil régional n'ont cessé de grimper.

2010 ne fait pas exception à la règle.

Tandis que l'Etat consacre toutes ses marges de manœuvre à l'investissement, vous sacrifiez une nouvelle fois les dépenses d'avenir, qui reculent, aux dépenses courantes, qui augmentent.

Résultat : 4,3 millions d'euros supplémentaires rien que pour l'intendance du Conseil régional.

Ca ne date pas d'hier. Entre 1998 et aujourd'hui, le coût de fonctionnement du Conseil régional a été multiplié par 3 (passant de 67 à 221 euros par

habitant). Dans le même temps, vous avez multiplié par 2,5 les frais de réception et par 3 les frais de communication.

Elections obligent, vous annoncez haut et fort un soi-disant gel de ces dépenses pour 2010.

Vous voulez nous faire croire que, face à la crise, l'exécutif régional se serre la ceinture ? Il n'en est rien.

J'en veux pour preuve votre voyage à Copenhague. Le but de ce voyage : démontrer que le réchauffement de la planète n'est pas qu'une affaire d'Etats, mais aussi et surtout l'affaire des territoires.

Oui, l'environnement est l'affaire des territoires. Mais derrière la parade et la communication, la réalité est toute autre.

Votre budget divise par près de 3 les crédits destinés à préparer enfin ce plan climat que vous nous aviez promis. C'est ça la réalité : des crédits pour lutter contre la pollution qui ne représentent que 13 % de votre campagne de publicité sur les transports !

M. le Président, aviez-vous sérieusement votre place à ce sommet quand on sait que la Région a attendu notre dernière session de novembre, et notre demande insistante, pour adopter son Agenda 21, ce plan proposé par un autre sommet de la Terre, il y a bien longtemps – 17 ans – à Rio !

Monsieur le Président, aviez-vous vraiment votre place à Copenhague quand après avoir présenté sous notre pression un plan pour la qualité de l'air, vous vous empressez d'en supprimer les crédits ?

La réalité M. Jean-Paul Huchon c'est que le budget que vous proposez pour faire fonctionner l'institution régionale est à l'image de votre budget pour notre Région toute entière.

Vous privilégiez la communication sur les actions concrètes.

Vous privilégiez les dépenses de court terme sur les dépenses d'avenir.

Vous êtes bien plus soucieux de ne pas déplaire que de répondre aux vrais besoins des Franciliens.

Ils attendent de nous des actes. Des actes qui améliorent leur vie quotidienne.

Votre budget, c'est tout l'inverse. Ce sont des promesses, des études, des faux-semblants.

Mais qu'attendez-vous pour agir ? Ce budget, c'est votre douzième ! Et les moyens, vous les aviez aussi, avec des impôts en hausse de 46% !

Vous aviez le temps, vous aviez l'argent, qu'attendez-vous depuis 12 ans ?

Car ce budget ne prépare toujours pas l'avenir. Une nouvelle fois, les dépenses d'investissement reculent (de 1,9 % en valeur réelle).

Ou plutôt si, il prépare un avenir ; mais un avenir très proche, celui des élections de mars.

Son horizon s'arrête là, comme en témoigne la pause fiscale que vous êtes si fier de mettre en avant.

Mais si vous stoppez enfin l'hémorragie fiscale, c'est au prix d'une envolée de la dette.

+ 27,9 % d'augmentation de la dette : 211 millions d'euros d'emprunt supplémentaires consacrés uniquement à assurer les fins de mois de votre mauvaise gestion.

L'augmentation est tellement vertigineuse que le Conseil économique et social régional (CESR) s'interroge et s'inquiète.

Car, en même temps que la dette augmente, les dépenses dont les Franciliens ont besoin reculent.

Alors, je sais, comme par hasard, les crédits des **transports** sont enfin en hausse. Tout vient à point à qui sait attendre !

Et pourtant, les investissements programmés pour 2010 (300 millions d'euros) seront toujours de 10 % inférieurs à ceux programmés en 1998 (337 millions d'euros). Osez-vous me dire que la situation des transports en commun s'est à ce point améliorée qu'elle ne nécessite pas d'être notre priorité absolue ? Vous réduisez de 14 % les crédits d'accessibilité au réseau, vous réduisez de 60 % les crédits destinés à l'information des voyageurs, vous divisez par plus de 4 les crédits de sécurité ? Est-ce cela répondre aux préoccupations des Franciliens qui attendent de nous des transports efficaces, modernes et sûrs, avec des tarifs plus équitables...

Et je ne parle pas des automobilistes franciliens qu'une nouvelle fois vous sacrifiez sur l'autel de l'idéologie (-4 % pour les crédits de voirie / -31 % depuis 2005). La faute sans doute à vos amis Verts !

Mais il y a toujours 200 km de bouchons aux heures de pointe et toujours autant de pollution : M. le Président, qu'attendez-vous ?

Même chose en matière **d'éducation**. Quel autre domaine que l'éducation représente mieux l'avenir ? Et pourtant, les crédits des lycées baissent (-5,79 % en fonctionnement, -9,17 % en investissement, -13,28 % pour les crédits de rénovation) et vous refusez obstinément de soutenir le Gouvernement dans son initiative des internats d'excellence.

Quant à la hausse affichée des crédits de sécurité dans les lycées, qui fait suite à nos interpellations sur le sujet, elle est très loin de répondre aux enjeux : 1000 euros par lycée ! Pensez-vous vraiment rassurer les jeunes franciliens et leurs familles en investissant si peu ?

La **formation** est elle aussi sacrifiée (-4 % pour les crédits de fonctionnement). La progression affichée des crédits d'investissement (+26%) ne permet même pas de revenir au niveau de 2005. A eux seuls, les crédits du programme « qualification par la formation continue » perdent 22 millions d'euros ! Pensez-vous que cette politique va permettre aux Franciliens d'être mieux armés face à la crise, de faire évoluer leurs compétences pour adapter leurs qualifications aux évolutions du marché de l'emploi ?

Alors, oui, qu'attendez-vous pour régler les problèmes des Franciliens, de tous les Franciliens ? Car sur le **logement** aussi, vous opposez inutilement

les Franciliens entre eux en favorisant le logement social et très social et en oubliant le logement intermédiaire, dont les crédits baissent de 23 %. Mais M. le Président, tous les Franciliens ont besoin d'un logement ! Tous, sans exception !

Un dernier mot, Monsieur le Président, mes chers collègues, sur **l'environnement**. Le rapport du Conseil économique et social régional dit tout en constatant pudiquement « *certaines insuffisances au regard de la volonté affirmée en matière de politique environnementale* ».

Je comprends que ces mots mettent certains d'entre vous mal à l'aise. Et **j'ai entendu avec intérêt vos alliés d'hier et de demain, les Verts, se désolidariser de ce budget qu'ils voteront pourtant sans état d'âme !**

Alors, Monsieur le Président, je le comprends, mes propos vous dérangent.

Ca vous dérange que nous parlions des problèmes quotidiens des Franciliens.

Ca vous dérange que nous parlions des solutions qui existent pourtant : des solutions pour l'emploi, pour la formation, pour les transports, pour l'environnement.

Alors oui, ça vous dérange peut-être, Monsieur le Président, mais je vais vous dire une chose, ça ne dérange pas les Franciliens.

Eux, ils n'attendent que ça, des solutions. Ils attendent que ça change.

Et au bout de 12 ans, comme nous, ils l'ont compris : vous n'avez toujours pas de solutions. Mais les Franciliens ont toujours des problèmes, les mêmes qu'il y a 12 ans.

Et ce budget n'y changera rien.

Voilà le problème. Et voilà pourquoi nous, nous ne le voterons pas !